COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

© Yves le Bars

# RAPPORT ANNUEL 2017

Rapport moral
Rapport d'activité
Rapport financier

# NOS PARTENAIRES EN 2017

- Agence française de développement
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Commission européenne
- Biocoop
- Enseignement agricole
- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Daniel & Nina Carasso
- Fondation des Droits de l'Homme au Travail
- Fondation de France
- Fondation JM Bruneau
- Fondation Léa Nature
- Fondation Lemarchand
- Fondation Groupe RATP
- Osiwa
- Seed Foundation
- Triballat Noyal
- 1% pour la planète

# SOMMAIRE

NOS PARTENAIRES EN 2017 3
RAPPORT MORAL 5
RAPPORT D'ACTIVITÉ 9
1. UNE PLATEFORME POUR ÉCHANGER ET AGIR 11
Trois métiers pour la solidarité 12
Vie associative 13
2. NOURRIR LE MONDE 15
Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) 16
ALIMENTERRE 18
Centre de ressources alimenterre.org 20
Plaidoyer : pour des politiques cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale 21
3. COOPÉRER AUTREMENT 23
Coopérer autrement en acteurs de changement 24
Programme Concerté Pluri Acteurs Joussour (Algérie) : un avenir en construction 25
Programme Concerté Pluri Acteurs Congo : la réflexion sur la phase d'envol est lancée 27
RAPPORT FINANCIER 29
Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI 30
Les emplois et les ressources de l'exercice 2017 30
Le bilan du CFSI 33
ANNEXES 35
Liste des projets sélectionnés en 2017 36
Instances associatives 40
L'équipe salariée au 1er juin 2018 42
Glossaire 43

# RAPPORT MORAL

L'année 2017 a été marquée par la présidentielle avec ses rebonds et l'élection d'Emmanuel Macron, complétée par les législatives en milieu d'année. La volonté de réduire des déficits et de ralentir la progression de la dette publique conduit à une politique budgétaire restrictive. Les associations et leurs partenaires des collectivités territoriales en subissent les conséquences. Dans ce contexte, l'aide au développement est à surveiller.

L'entrée en fonction de Donald Trump a donné un coup d'arrêt à des chantiers clé conduits en multilatéral. On va bientôt regretter les accords construits dans le cadre de l'OMC… La contre-offensive pour l'accord de Paris sur le climat est lancée, y compris avec des acteurs publics des USA.

L'immigration de jeunes et de familles venus du Moyen Orient et d'Afrique, des zones de conflit ou tout simplement d'anciennes colonies françaises, sollicite, à toutes les échelles de collectivités, la solidarité de tous contre des visées identitaires régressives. Certains États européens font même du rejet de l'immigrant un argument électoral majeur.

En Europe, de nombreux chantiers nous conduisent à la mobilisation, comme la cohérence entre les politiques alimentaire (avec la Politique agricole commune - PAC), énergétique (avec les agro-carburants et la déforestation induite) et de développement avec les Droits humains. Nous devons être vigilants sur le respect de l'engagement de la France et de l'Europe pour l'atteinte des ODD en 2030.

Les crises induites par l'industrialisation consumériste et la concentration financière (crise financière de 2008, crise climatique, crise des modèles sociaux, pressions démographiques) contribuent à fragiliser le marché de l'emploi, les conditions d'enseignement, le système de santé et les conditions de vie dans le monde rural ou dans les concentrations urbaines.

**Quelques faits marquants :**

Dans ce contexte, le CFSI a poursuivi en 2017 son action de plateforme pluri acteurs de la société civile française. Il s'engage pour le renforcement des sociétés civiles à travers des pratiques originales de coopération sur des enjeux partagés, particulièrement ceux ayant trait à la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

## 1) Le cadre stratégique

Après un long travail avec ses membres, le CFSI a adopté son cadre stratégique 2017-2021 à l'Assemblée générale de juin. La solidarité internationale la dimension territoriale de la coopération et les formes de travail avec différents acteurs du secteur marchand ont servi de fil rouge à la réflexion. Ce cadre rappelle nos valeurs, notre volonté d'ouverture, notre engagement pour les Objectifs de développement durable (ODD), et nos priorités d'action (Coopérer autrement, promouvoir une agriculture et une alimentation durables).

Le conseil de direction est resté attentif à la question du modèle socio-économique du CFSI. Cette réflexion pourra se renforcer par la participation à des travaux menés avec Le Rameau en 2018. L'enjeu est de diversifier les partenariats financiers pour renforcer les solidarités. En parallèle, le CFSI se bat au sein de Coordination Sud pour augmenter la part de l'Aide publique au développement (APD) qui transite par les organisations de la société civile (OSC).

En complément de ce cadre stratégique, la réflexion se prolonge sur :

- nos relations avec le secteur marchand (relier l'économique et le social, réalisation des objectifs de développement durable…) en particulier à travers le programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) ;
- la rédaction de la charte « Pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires ». Elle doit être présentée à l'assemblée générale en juin 2018.

### 2) Les avancées des programmes

La phase actuelle du programme triennal Terres nourricières arrivera à son terme en 2019. Il fédère autour de sujets communs de nombreuses organisations, qu'elles soient parties prenantes d'ALIMEN**TERRE**, du plaidoyer, ou du programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao). Il permet de renforcer des partenariats avec des fondations (Fondation de France, Fondation Daniel et Nina Carasso, Fondation Léa Nature), avec des réseaux comme Biocoop et voit même apparaître de nouveaux partenaires (Triballat Noyal). Lancée fin 2015, l'initiative pour le « changement d'échelle » des innovations s'est renforcée en 2017.

Le Programme concerté pluri acteurs (PCPA) Joussour doit trouver un nouveau cadre à partir de 2020. Les enjeux sont aussi bien en Algérie, pour le renforcement de la société civile dans un cadre politique incertain et contraint, qu'en France, où il faut préserver la solidarité entre les deux rives et l'ouverture à l'Algérie. A cette fin, de nombreuses réunions ont été organisées dans différentes willayas en Algérie et en France. La journée à Bordeaux en décembre 2017 a permis de capitaliser sur les échanges entre les deux rives de la Méditerranée. Plusieurs acteurs de Joussour ont participé à l'élaboration de l'atelier de Montpellier dans le cadre de l'Alliance sciences société (ALLISS) en juillet 2017 sur « le poids du passé colonial » en France.

Après le non-paiement des financements annoncés par le ministère du Plan du Congo, le PCPA Congo est en cours de consolidation. Les membres ont formulé en 2017 leurs objectifs pour la dernière phase qui a été mise en débat à l'assemblée plénière à Brazzaville fin novembre 2017. La prochaine et dernière phase s'étendra de fin 2018 à 2021.

Le financement de l'AFD de la première phrase du programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) se termine cette année. Son bilan a été réalisé, sa méthode pour innover et tirer les leçons collectivement, ses objectifs, ses résultats sont appréciables et appréciés. Il a fait avancer nos pratiques partenariales pluri acteurs mais il a eu aussi des effets sur les stratégies associatives de plusieurs organisations membres.

### 3) La place du CFSI dans la société française

Le CFSI a accueilli de nouveaux membres (Eau-Vive, Essentiel, SNETAP-FSU, SOL), qui nous ont rejoints avec la volonté de partager nos travaux, et contribuer à nos orientations. D'autres prennent contact.

Le projet d'un laboratoire « Croiser les Solidarités » est partagé entre le CFSI, l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA), le F3E, France Volontaires, le Grdr, le Gret et Solidarité laïque. Objectif : « un laboratoire d'échange et de production » sur la nécessité de renouveler les pratiques de solidarité, notamment celles qui visent le pouvoir d'agir. Le CFSI y apporte en particulier les premiers acquis du programme CAAC qui porte sur le même thème.

### 4) Des instances qui fonctionnent

En 2017 nous avons tenu 5 conseils de direction et une assemblée générale. Trois bureaux se sont tenus en préparation de ces CD pour finaliser le cadre stratégique.

Le programme CAAC a été à l'origine de 5 réunions : soit pour approfondir les relations avec le secteur marchand, pour faire le bilan des opérations pilotes, ou pour le suivi évaluation et la capitalisation. De même, Joussour a organisé 5 réunions en France (dont 2 avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et une à Bordeaux).

### 5) Pour le président plus spécifiquement

En 2017, j'ai été réélu pour un mandat de 5 ans, mais comme je l'avais annoncé, il faudra sans doute envisager de trouver un successeur avant la fin de mon mandat pour permettre une passation constructive.

Dans le cadre de mes activités de représentation, j'ai activement participé :

- aux séminaires organisés par le Forum France-Algérie et Touiza Solidarité et à l'atelier « quel poids du passé colonial » organisé dans le cadre de l'Université ALLISS / Maison des sciences de l'Homme Sud de Montpellier ;
- au Festival des Solidarités, au titre du CFSI ALIMEN**TERRE** à Antony : trois films ALIMEN**TERRE** ont été projetés et débattus avec un large public lors d'un événement organisé en novembre.

J'ai également effectué des visites de projets ou de partenaires à l'occasion de voyages personnels au Mali, au Burkina en janvier ou à Madagascar en juillet et à l'occasion de l'assemblée générale du PCPA Congo en novembre.

Les ODD pour 2030 approuvés par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies en septembre 2015 ne doivent pas être oubliés : la mobilisation de tous doit être maintenue, la participation du président aux réunions du Comité 21, de l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI) et au groupe ODD de Coordination Sud permet de rester à peu près à jour.

En conclusion : dans un contexte en évolution rapide, le CFSI a en 2017 bien rempli son rôle de plateforme vivante et attractive pour la société civile française, au service d'une coopération entre égaux, dans la lutte pour l'accès de tous aux biens essentiels et à la dignité de citoyen ! Mais plusieurs de ses programmes arrivent à leur terme : construire la suite est un enjeu majeur, alors que les financements publics se restreignent.

Yves Le Bars

Président du CFSI

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

Journée d'échanges «Se positionner face aux enjeux agricoles et alimentaires », novembre 2017 © Minh Maudoux

# Une plateforme pour échanger et agir

Le CFSI se veut et se vit comme une plateforme de solidarité internationale. Ses membres agissent à l'international via des coopérations interassociatives, décentralisées ou intersyndicales.

Le CFSI met au service de ses membres des ressources humaines et financières. L'objectif est de **co-construire et d'accompagner des initiatives de solidarité internationale** et des innovations. **Il anime les échanges** et transforme les pratiques en savoirs partagés. Le **CFSI suscite la création de réseaux** à même de porter des programmes qui resteraient inatteignables pour une organisation isolée.

Le CFSI agit pour **une coopération de société à société**, avec une attention à :

- promouvoir les droits humains ;
- mieux relier l'économique et le social ;
- favoriser une approche par les territoires ;
- promouvoir le travail en réseaux, le dialogue et la concertation entre des acteurs de différentes natures.

## Trois métiers pour la solidarité

Le travail du CFSI s'inscrit dans ses engagements pour les ODD : promouvoir le socle des droits, agir pour des transitions économiques, sociales et environnementales, coopérer sur des enjeux partagés entre territoires, construire la démocratie par des mises en réseau pluri acteurs, favoriser les innovations et le changement d'échelle. L'équipe du CFSI est mobilisée autour de trois métiers :

- Elle anime des réseaux d'échanges et des espaces collectifs avec ses membres et avec des organisations partenaires ou alliés. Ces espaces concernent une entrée thématique à travers la campagne ALIMEN**TERRE** qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international, les activités de plaidoyer et des entrées géographiques avec les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) en Algérie et au Congo.
- Grâce au soutien financier de ses donateurs, de bailleurs publics et privés, elle accompagne des initiatives menées par ses membres pour coopérer autrement. Elle mobilise également des partenaires dans les programmes réalisés avec d'autres organisations, comme les PCPA ou le programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) avec la Fondation de France.
- Elle produit et diffuse des connaissances issues des programmes du CFSI et des expériences de ses membres et de leurs partenaires pour sensibiliser d'autres réseaux, des non-convaincus et interpeller les décideurs politiques et économiques.

## CHIFFRES CLÉS 2017

**Une plateforme associative de 24 membres animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de 11 salariés**

**500 organisations partenaires à l'international**

**180 000 productrices et producteurs soutenus en Afrique de l'Ouest depuis 8 ans**

**1 000 acteurs engagés dans** ALIMEN**TERRE**

**66 400 spectateurs pour le festival de films** ALIMEN**TERRE**

**215 000 internautes**

# Vie associative

## Les instances, au cœur de la mise en œuvre du cadre stratégique

Fin 2017, le CFSI rassemble 24 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. Le bureau s'est réuni physiquement trois fois au cours de l'année. Il a également validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives. Il a assuré la préparation des réunions du conseil de direction qui s'est réuni cinq fois.

| THÈMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION | |
|---|---|
| **Février 2017** | Adhésion de SOL<br>Stratégie ALIMEN**TERRE**<br>Préparation du cadre stratégique : objectifs et rôle de la plateforme |
| **Avril 2017** | Adhésion du SNETAP-FSU<br>Plaidoyer : orientations générales<br>Cadre stratégique : retour des membres et du secrétariat sur le projet de cadre stratégique |
| **Mai 2017** | Adhésion d'Eau Vive<br>Arrêté des comptes 2016 et budget 2017<br>Présidence du CFSI<br>Cadre stratégique : finalisation du projet présenté à l'AG<br>Validation du plan de collecte |
| **Septembre 2017** | Adhésion d'Essentiel<br>Election du bureau<br>Coopérer autrement en acteurs de changement : dispositif de suivi évaluation<br>Etats généraux de l'alimentation |
| **Décembre 2017** | Coopérer autrement : évaluation et perspectives |

La vie associative se concrétise également par la participation de l'équipe salariée à des réunions des membres. Des groupes de travail et des comités d'orientation pour les programmes proposent et suivent les orientations pour qu'ils répondent encore mieux aux enjeux agricoles et alimentaires et à la lutte contre les inégalités. A ceux-ci s'ajoutent les comités de pilotage des PCPA en Algérie et en République du Congo où le CFSI intervient comme ONG garante aux côtés des membres de ces programmes. Pour finir, des comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils étudient les projets et proposent une sélection qui est validée par le bureau.

## Le CFSI, toujours investi dans les espaces collectifs

Le CFSI est adhérent direct de Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Il est membre de son conseil d'administration. Il co-anime le groupe de travail financements publics français et participe à la commission agriculture et alimentation. Le CFSI est membre du comité de pilotage du Festival des Solidarités et de son groupe communication. Il s'implique également au sein du F3E sur les questions liées à l'impact des actions menées. Il est membre d'Alliss, du Don en confiance et de la Plate-forme française d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (EDUCASOL).

Il participe également à des travaux collectifs. Il a notamment contribué au rapport du Comité 21 sur l'appropriation des ODD par les acteurs non étatiques et à la relance de la plate-forme pour une autre PAC.

© Yves le Bars

# Nourrir le monde

Le défi fondateur du CFSI est celui de la faim, qui fait aujourd'hui plus de 815 millions de victimes, principalement dans les pays pauvres mais aussi dans les pays riches.

**Comment nourrir le monde en 2050 ?** Cette question interroge le modèle d'une agriculture industrielle, les pratiques alimentaires et le gaspillage des pays riches ainsi que les politiques commerciales à l'œuvre.

**Revaloriser une agriculture familiale innovante et promouvoir la souveraineté alimentaire est indispensable.**

Les engagements du CFSI sont de trois ordres :

- soutenir l'**innovation paysanne, locale et durable** – à l'exemple du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » ;
- **sensibiliser les opinions publiques** aux enjeux agricoles et alimentaires à travers ALIMEN**TERRE** ;
- **plaider pour une cohérence des politiques européennes et françaises** avec les politiques de développement pour le respect de la sécurité et de la souveraineté alimentaires et du droit à l'alimentation.

# Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

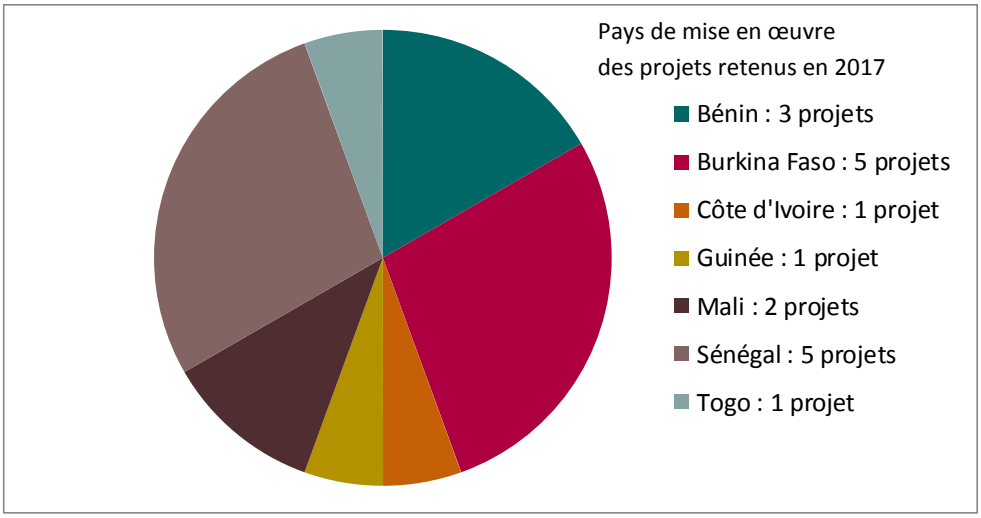
***En 2017, le nouvel outil financier « Coup de pouce » offre des moyens pour construire des stratégies de changement d'échelle des innovations.***

Le programme Pafao se structure autour de trois piliers complémentaires :

- soutenir les innovations qui font gagner des parts de marché aux produits locaux (volet Fonds de soutien « général ») ;
- capitaliser pour tirer des enseignements utiles au-delà des projets et alimenter les cadres de dialogue politique, notamment ceux du Roppa[1] ;
- soutenir la construction de stratégies de changement d'échelle afin que les initiatives réussies ne restent pas marginales mais occupent plus d'espace économique (volet Fonds de soutien « stratégies de changement d'échelle »).

Le **volet général** a soutenu en 2017 les innovations portant sur la promotion du **consommer local** et la **connexion de l'agriculture familiale durable aux marchés** urbains et ruraux.

## 18 projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets « général » en 2017 dans 7 pays




En 2017, une enveloppe à hauteur de 30 % du montant du fonds de soutien a été distribuée suite à un appel restreint : le Coup de pouce à la construction de stratégie de changement d'échelle. 12 dossiers de demande de Coup de pouce ont été sélectionnés.

Une enquête auprès des organisations soutenues depuis 2009 met en lumière, malgré des réponses contrastées selon les filières, des tendances lourdes sur les **avancées du Consommer local en Afrique de l'Ouest** : le rééquilibrage des revenus est perceptible mais reste fragile ; les pratiques agroécologiques progressent fortement mais peinent à changer d'échelle ; l'accès à une alimentation de qualité s'est amélioré de manière notable mais reste difficile pour les populations vulnérables ; de nombreux signes encourageants de changement d'échelle montrent que les expériences peuvent « faire masse ».

[1] Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest, membre du Comité d'orientation et de suivi du programme Pafao.

## Les temps forts de l'année

### FÉVRIER 2017
### Atelier-débat « Permettre aux produits locaux de gagner des parts de marché » à Paris

Avec pour objectif de sensibiliser au nouveau dispositif Coup de pouce à la construction de stratégies de changement d'échelle, cet atelier s'est adressé au réseau Pafao en France. Les échanges ont servi à réajuster les lignes directrices et les outils pédagogiques d'aide à la compréhension de l'« esprit changement d'échelle » : viser un changement significatif de la part des produits locaux dans les systèmes alimentaires des pays d'Afrique de l'Ouest.

### MAI 2017
### Atelier Roppa-Résolis à Cotonou et Lomé

Lancement du programme du Roppa sur les systèmes alimentaires (Prosal) à Cotonou. Ce fut l'occasion de présenter un état des lieux des outils de la capitalisation Pafao (publication, vidéo sur le changement d'échelle) et d'acter les propositions du Roppa sur ces questions. Lancement d'un projet de repérage d'initiatives alimentaires responsables et durables à Lomé (projet financé par Pafao qui contribue à nourrir une dynamique internationale pilotée par Résolis).

### NOVEMBRE 2017
### Atelier « Du champ à l'assiette, organiser la consommation de produits locaux » à Lomé

Atelier d'échanges de savoirs et de bonnes pratiques, organisé par la Plateforme Souveraineté alimentaire de la Fédération genevoise de coopération, partenaire de l'Oadel, une organisation togolaise du réseau Pafao. L'atelier a été coanimé par un membre du Comité d'orientation et de suivi du programme Pafao. De l'analyse des attentes des participants découlent des chantiers prioritaires pour la promotion du Consommer local, avec des points focaux dans quelques pays d'Afrique centrale et de l'Ouest. La Plateforme souhaite continuer à collaborer avec le réseau Pafao.

#### LE PROGRAMME PAFAO EN QUELQUES CHIFFRES

Créé en 2009 par la Fondation de France et le CFSI, le programme Pafao **renforce la capacité de l'agriculture familiale et paysanne à nourrir les villes et les zones rurales.** Cette agriculture a démontré son potentiel quant à la production d'alimentation, l'emploi et la durabilité écologique.

Elle constitue une solution au problème de la faim qui a progressé ces dernières années et concerne plus de 815 millions de personnes dans le monde.

**Le programme identifie les innovations locales et paysannes** qui connectent l'agriculture familiale aux marchés. Il anime des échanges entre des organisations pour tirer des leçons de leurs expériences. Il soutient également le changement d'échelle des innovations.

Il s'appuie sur des organisations ouest-africaines en partenariat avec des organisations françaises ou européennes, mais aussi sur des réseaux paysans régionaux afin de profiter des synergies entre territoires, de la capitalisation des expériences et de s'articuler avec les plaidoyers politiques.

Depuis sa création, Pafao c'est :

- 220 projets dans 15 pays
- 180 000 producteurs et 25 000 transformateurs accompagnés, dont 40 % sont des femmes
- 3 millions de consommateurs concernés
- un travail en collaboration avec 123 organisations ouest-africaines et 65 organisations européennes
- des liens forts et structurels avec le principal réseau paysan d'Afrique de l'Ouest, le Roppa
- en 2017, 93 projets Pafao étaient en cours (dont 23 sont des dossiers Coup de pouce). 21 d'entre eux se sont terminés à la fin de l'année.

# ALIMENTERRE

***En 2017, 1 000 organisations s'impliquent dans l'éducation à la citoyenneté alimentaire de 66 400 consommateurs et futurs professionnels agricoles. Alors que le système alimentaire mondialisé montre ses limites, ALIMENTERRE souhaite faire participer les citoyens à la co-construction de systèmes alimentaires durables et responsables et au droit à l'alimentation.***

## Les temps forts de l'année

FESTIVAL ALIMENTERRE
Notre avenir se joue dans nos assiettes

### 15 OCTOBRE – 30 NOVEMBRE 2017
### Le Festival ALIMENTERRE fête ses 10 ans

À travers une sélection de 8 films documentaires, la participation de plus de 1 000 intervenants et la tournée de 4 invités internationaux qui ont partagé avec le public leurs combats au Brésil, au Cameroun, au Honduras et au Sénégal, le festival a permis de faire un tour du monde des enjeux et des solutions pour nourrir la planète : agroécologie, circuits courts, commerce équitable, insectes, nourriture de demain, accaparement des terres, agriculture urbaine, libre-échange, OGM, pesticides, relocalisation de l'alimentation, santé des travailleurs dans les bananeraies. L'évènement a connu des centaines de retombées dans les médias locaux et sur la page Facebook du festival.

| LE FESTIVAL ALIMENTERRE EN QUELQUES CHIFFRES | |
|---|---|
| Depuis 2000, le CFSI a pour objectif **la sensibilisation des citoyens sur les enjeux alimentaires mondiaux**.<br>Il anime le Festival, le Prix et le réseau ALIMENTERRE en partenariat avec des acteurs du monde agricole et de la solidarité internationale. | Depuis le début du festival en 2007 :<br>• 402 000 personnes sensibilisées<br>• 8 230 projections-débats organisées |

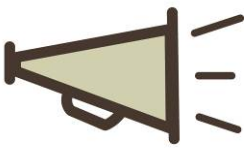
### Le Bilan 2017 du Festival
### UNE AUGMENTATION DU NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS (+15 %) ET DE PARTICIPANTS (+4 %)

**1 580**
PROJECTIONS-DÉBATS

**8 documentaires**

**66 400**
SPECTATEURS

**58 % jeunes**
**42 % adultes**



**1 000**
INTERVENANTS

**830 heures de débat**

**14 pays**
ET 600 COMMUNES EN FRANCE

**Belgique, Bénin, Burkina Faso, Canada, Chypre, Côte d'Ivoire, France, Ile Maurice, Mali, Maroc, Mauritanie, Suisse, Togo, Tunisie**

Icônes d'illustration © Freepick

## MAI 2017
## 4ème édition du Prix ALIMENTERRE

Organisé en partenariat avec la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le Prix ALIMEN**TERRE** donne la parole aux jeunes entre 14 et 25 ans. Pour sa 4ème édition, il a rassemblé près de 90 jeunes qui ont présenté 23 courts-métrages autour du thème « Nourrir la planète aujourd'hui et demain ». Les 6 lauréats ont été récompensés lors d'une cérémonie au ministère de l'Agriculture en présence du Professeur François Collart Dutilleul, spécialiste du droit à la sécurité alimentaire. Ils ont présenté leurs travaux lors du salon de l'agriculture 2018. **1er Prix et Coup de cœur du jury** : *Les champs du possible*, des jeunes réalisateurs du Lycée agricole de Kernilien-Guingamp.

---

## Le réseau ALIMENTERRE se structure sur tout le territoire

Le CFSI anime le réseau ALIMEN**TERRE** composé de partenaires nationaux, des pôles qui coordonnent les actions sur les territoires et les organisations locales. Le but est d'encourager la formation et la mise en réseau des acteurs sur le territoire, l'échange et le développement d'innovations pédagogiques, la démultiplication des espaces de débat et de sensibilisation et la valorisation des initiatives pour susciter l'engagement citoyen. Il se réunit plusieurs fois par an.

- En 2017, le CFSI a animé une réflexion participative pour clarifier les messages, les objectifs et les axes stratégiques du réseau ALIMEN**TERRE** pour les 5 prochaines années.
- Le CFSI a accompagné 20 associations qui coordonnent ALIMEN**TERRE** au niveau régional ou départemental, afin qu'elles intègrent une démarche territoriale et pluri acteurs et adaptent les messages pour mieux relier les enjeux locaux et globaux et sensibiliser de nouveaux publics.
- La formation nationale ALIMEN**TERRE** organisée à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires (ENSAIA) de Nancy a réuni près de 30 acteurs du monde associatif et de l'enseignement pour découvrir des outils pédagogiques, échanger autour de pratiques innovantes de sensibilisation et se former sur les enjeux agricoles et alimentaires.
- Le CFSI a élargi ses partenariats avec des réseaux nationaux représentant du monde agricole et alimentaire. 17 conventions ont été signées.
- Un nouveau partenaire soutient ALIMEN**TERRE** depuis 2017 : la Fondation Olga Triballat en lien avec la marque Vrai vient rejoindre Biocoop, la Fondation Daniel & Nina Carasso et la Fondation Léa Nature.

### Le Festival, temps fort des lycées agricoles

Au lycée de Carpentras, ALIMEN**TERRE** est devenu le 2ème temps fort de l'année après la rentrée. Il fait partie intégrante de la vie de l'établissement au même titre que la fête de Noël, les portes ouvertes, etc. Suite aux projections, les professeurs travaillent de pair avec la cantine sur le gaspillage alimentaire, l'origine de l'approvisionnement, la consommation de repas moins carnés (sensibilisation pour insérer davantage de protéines végétales et locales). En 2017, 400 élèves sont passés aux fourneaux pour prendre conscience du cheminement des aliments jusqu'à leur assiette.

Une circulaire envoyée par le Bureau international de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation invite chaque année les lycées agricoles à participer au Festival et au Prix ALIMEN**TERRE**. En 2017, près de 150 lycées agricoles ont participé à ALIMEN**TERRE** en France : projections-débats lors de cours, évènements sur plusieurs jours au sein du lycée, réalisation de courts métrages dans le cadre du Prix, etc.

# Centre de ressources alimenterre.org

***Le site s'est enrichi en 2017 de 110 nouvelles ressources. L'animation du site repose également sur l'agenda et les actualités.***

## Une audience qui progresse et se diversifie

Le site ressources ALIMEN**TERRE** existe depuis 6 ans. Son audience continue de progresser avec 108 000 visites en 2017 (contre 100 000 en 2016, soit + 8 %).

Le site s'adresse à la fois aux professionnels (sensibilisation et projets de terrain) et au grand public. En 2017, il a été visité plutôt par des jeunes (45 % des visiteurs ont moins de 35 ans) mais pas seulement (26 % de plus de 45 ans), un peu plus par les femmes (56 % des visites), surtout en Europe (62 %) et de plus en plus en Afrique (29 %).

## Focus sur le « consommer local » en Afrique de l'Ouest

Les 250 organisations du réseau Pafao mutualisent leurs d'expériences autour de la défense du « consommer local » via des entretiens de capitalisation et des discussions en ligne. Les connaissances produites sont regroupées dans l'espace « Nourrir les villes par l'agriculture familiale durable » du site alimenterre.org, ce qui explique la forte progression des visites depuis l'Afrique.

## Deux lettres d'information pour deux publics cibles

Cinq lettres d'information sur le thème « Nourrir les villes par l'agriculture familiale durable » ont été diffusées en 2017 auprès de 900 contacts (contre 660 en 2016), personnes et porteurs de projets intéressés par les enseignements des expériences soutenues par le programme.

Quatre lettres d'information ALIMEN**TERRE** ont atteint chacune près de 7 000 personnes. Leur spectre est plus large et vise à garder le contact notamment avec le public du festival afin de prolonger la sensibilisation tout au long de l'année et diffuser les nouveautés mises en ligne sur le centre de ressources, auprès d'un public intéressé par les questions agricoles et alimentaires.

## Préparation de la refonte du site

L'organisation de la plateforme de ressources alimenterre.org a été repensée pour mieux répondre aux besoins des visiteurs. Elle va fusionner avec le site évènementiel festival-alimenterre.org pour plus de lisibilité. Le nouveau site unique sera mis en ligne à l'été 2018.

### Zoom sur le centre de ressources

*DEPUIS 2011, LE CENTRE DE RESSOURCES S'EST DONNÉ TROIS MISSIONS :*

- faire connaître les trois volets des activités agriculture et alimentation : éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, plaidoyer et soutien à des projets de renforcement de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest ;
- regrouper les acteurs et partenaires d'ALIMEN**TERRE** et du programme Pafao autour d'un outil commun d'échange de connaissances et d'expériences sur les questions d'agriculture et alimentation ;
- élargir l'audience d'ALIMEN**TERRE**.

# Plaidoyer : pour des politiques cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale

Pour promouvoir la cohérence des politiques françaises et européennes avec le développement de l'agriculture familiale dans les pays du Sud, le CFSI mène un plaidoyer contre les Accords de partenariat économique et pour la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

## Promouvoir une Politique agricole commune solidaire avec les paysans d'Afrique de l'Ouest

### *En 2017, le CFSI renforce la mobilisation de la société civile*

La Politique agricole commune (PAC) soutient la production agricole européenne. Elle permet d'exporter une partie de la production européenne en dessous de ses coûts de production tandis que l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Afrique de l'Ouest cherche à contraindre cette région à supprimer l'essentiel de ses protections commerciales vis-à-vis des importations européennes.

### Les faits marquants de l'année

**Évaluation de la concurrence des importations de lait en poudre européen sur les filières lait local en Afrique de l'Ouest**

Le CFSI a mené une étude réalisée par le Gret, avec Ingénieurs sans frontières, Élevages sans frontières et les 3 principales organisations de paysans et d'éleveurs d'Afrique de l'Ouest (APESS, RBM et Roppa). Il s'agissait de réunir des données fiables et crédibles afin de renforcer le plaidoyer de ces organisations partenaires en faveur de la protection du marché ouest-africain.

Trois ateliers ont été organisés à Ouagadougou et Dakar afin de collecter des informations et de mettre en débat des analyses et recommandations avec des professionnels du lait local (éleveurs, centres de collecte, mini-laiteries, industriels), des représentants des pouvoirs publics sénégalais et burkinabè ainsi que des chercheurs. Cette étude a été publiée en janvier 2018[2].

**Cohérence des politiques : rédaction d'une note**

Dans le cadre de Coordination Sud, le CFSI a rédigé une note sur la cohérence de la PAC et des APE avec le développement des agricultures familiales et paysannes. Elle a été publiée en janvier 2018[3].

> *LE CFSI PARTICIPE A LA RELANCE DE LA PLATEFORME POUR UNE AUTRE PAC*
>
> À l'occasion du lancement du processus de réforme de la PAC qui sera mise en œuvre après 2020, le CFSI et deux de ses membres (ISF et SOL) ont contribué à la relance de la plateforme, qui réunit plus de 30 organisations paysannes et rurales, mouvements de défense de l'environnement, de consommateurs et de solidarité internationale. Le CFSI et SOL font partie de son comité de pilotage. Cette alliance a pour but de créer un rapport de force favorable à une PAC rémunérant convenablement les paysans, procurant des aliments de qualité aux consommateurs et préservant l'environnement en Europe, sans nuire au droit à l'alimentation et au développement des agricultures familiales du Sud. Les publications réalisées par le CFSI contribuent au plaidoyer de la plateforme.

[2] http://www.alimenterre.org/ressource/quelles-politiques-commerciales-promotion-lait-local-afrique-louest
[3] https://www.coordinationsud.org/document-ressource/pac-accords-de-partenariat-economique-coherence-developpement-agricultures-paysannes-sud/

## Soutenir la reconnaissance par les Nations unies des droits des paysans

***En 2017, le CFSI défend le droit à la santé et à la sécurité dans l'agriculture***

Face aux multiples violations des droits humains auxquelles sont confrontés les paysans, le Conseil des droits de l'Homme a décidé d'élaborer la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Parmi ceux-ci figure le droit à la santé et à la sécurité, nombre de paysans et de travailleurs agricoles subissant des intoxications liées à l'usage de produits chimiques, des accidents du travail etc.

### Les faits marquants de l'année

**Organisation d'un atelier sur la santé et la sécurité**
En lien avec un des projets soutenus par le programme Coopérer autrement en acteurs de changement en faveur de la santé et la sécurité dans les bananeraies, le CFSI et – notamment - deux de ses membres (CGT et Fédération Artisans du Monde) ont organisé un atelier le 15 novembre 2017 pour approfondir les argumentaires en faveur de ce droit et de la Déclaration. Cette rencontre abordait à la fois la situation dans les pays du Sud et en France. Elle a réuni une quarantaine de représentants des travailleurs des bananeraies, de syndicalistes, d'organisations paysannes, de défense de l'environnement, de la santé, de consommateurs.

**Participation au groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme**
En mai 2017, le CFSI a participé à la délégation de la société civile intervenant dans le groupe chargé d'élaborer la Déclaration. Il a rencontré la représentation française auprès des Nations unies pour promouvoir cette initiative. Le CFSI a également rencontré des membres des ministères concernés dans le cadre du Collectif qu'il coanime avec la Confédération paysanne.

**Publication de deux documents**
Dans le cadre de Coordination Sud, le CFSI a coordonné et rédigé « Le droit aux semences : un droit essentiel pour les paysans »[4] et « Défendre les droits des paysannes et des paysans : pour une Déclaration des Nations unies »[5].

*LE CFSI AUX ÉTATS GENERAUX DE L'ALIMENTATION (EGA)*

Le CFSI a rejoint la plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire qui regroupe plus de 50 organisations de la société civile et s'est constituée en juillet 2017 pour contribuer aux EGA. Le CFSI a participé à l'atelier d'experts sur le thème « Conquérir de nouvelles parts de marché sur les marchés internationaux » afin de défendre le droit des pays du Sud à se nourrir eux-mêmes (souveraineté alimentaire).

## Zoom sur la cohérence des politiques pour le développement

Depuis 2004, le CFSI cherche à influencer les politiques publiques afin d'éviter que la France et l'Union européenne reprennent d'une main (politique commerciale, agricole etc.) ce qu'elles donnent de l'autre (politique de développement). Le CFSI a joué un rôle important dans l'engagement de la France en faveur de la cohérence des politiques (article 3 de la loi sur la politique de développement, en 2014) ou dans la création du poste de rapporteur sur la cohérence des politiques au Parlement européen.

[4] http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/1077-droit-des-semences-web-vf.pdf
[5] https://www.coordinationsud.org/document-ressource/defendre-droits-paysannes-paysans-declaration-nations-unies-notes-de-sud-14/

Assemblée pleinière du PCPA Congo, novembre 2017 © Yves le Bars

# Coopérer autrement

La faiblesse et l'isolement d'une société civile constituent un lourd handicap pour progresser dans le changement, le développement et la démocratie. Le CFSI s'est engagé à relever le défi **d'accompagner des sociétés civiles à se structurer**. Cet engagement se concrétise dans deux pays ayant connu de longues guerres civiles : l'Algérie et la République du Congo.

Le CFSI s'attelle, avec ses membres, **à renouveler les façons de coopérer et tisser des liens de solidarité**, pour encourager un apprentissage mutuel sur les effets du dialogue entre acteurs publics, économiques et la société civile.

Trois principes organisent cette démarche :

- s'inscrire dans une **approche pluriacteurs** associant organisations de la société civile, pouvoirs publics et secteur marchand ;
- soutenir des coopérations mutuelles et des **solidarités de territoire à territoire** ;
- privilégier le **temps long** de la concertation.

# Coopérer autrement en acteurs de changement

***En 2017, le programme a organisé un cycle de conférence dédié aux relations des organisations de la société civile avec le secteur marchand ainsi qu'un atelier en région, en collaboration avec les membres du CFSI et le réseau régional dédié à la coopération internationale. Il s'est également concentré sur le bilan des trois années écoulées.***

## Les faits marquants de l'année

### Réfléchir ensemble sur le secteur marchand

Dans le droit fil des ateliers des années précédentes, le programme a approfondi la réflexion sur le secteur marchand : que recouvre l'économie sociale ? Quels modèles économiques peuvent intéresser les membres du CFSI ? Face au nouveau « devoir de vigilance », quels leviers d'actions pour amener des multinationales à un comportement respectueux des droits humains ? Enfin, face à la création de richesses par les entreprises dans les territoires : n'y a-t-il pas convergence avec les organisations de la société civile et les pouvoirs publics pour développer les territoires ici comme là-bas[6] ?

### Se rapprocher des territoires et des membres du CFSI

En Pays de la Loire, le réseau régional multi-acteurs est en cours de création. Il a vocation à regrouper organisations de la société civile, entreprises, organismes de formation et pouvoirs publics. La journée du 29 novembre, intitulée « des partenariats pluri acteurs : fabriques de solidarités locale et internationale ? », a été co-organisée avec le soutien de la Région, par Guinée 44, le réseau régional ALCID et le CFSI. Une formule adaptée au territoire qui a aussi permis aux membres régionaux du CFSI de mieux se faire connaître[7].

### Construire la prochaine phase du programme

Les membres du CFSI ont été sollicités sur les acquis du programme lors de groupes de travail, de réunions et de temps collectifs dans le cadre de l'évaluation et de la capitalisation. Ils ont plébiscité les temps communs de réflexion comme les opérations pilotes qui « permettent de financer l'in-finançable ».

| LE PROGRAMME COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT EN QUELQUES CHIFFRES | |
|---|---|
| Depuis 2014, le programme CAAC propose aux membres du CFSI d'expérimenter de nouvelles manières de coopérer, des partenariats plus divers, des champs d'action en France et à l'international - **autour d'enjeux partagés qui relient l'économique et le social - pour mieux lutter contre les inégalités** | Le CAAC, c'est :<br>• 9 opérations pilotes qui mobilisent 10 membres, 70 partenaires et bénéficient directement ou indirectement à 460 000 personnes<br>• des opérations pilotes sur 10 Objectifs du développement durable<br>• un programme dédié à tous les membres : deux dispositifs continus de suivi-évaluation et de capitalisation<br>• 17 membres du CFSI investis dans les temps forts du programme |

[6] http://www.cfsi.asso.fr/thematique/quelles-logiques-entreprenariales-pratiques-solidarite-internationale
http://www.cfsi.asso.fr/actu/comment-positionner-face-aux-grandes-entreprises-et-multinationales
http://www.cfsi.asso.fr/actu/territoires-et-secteur-marchand
[7] http://www.cfsi.asso.fr/actu/partenariats-pluri-acteurs-fabriques-solidarites-locales-et-internationales

# Programme Concerté Pluri Acteurs Joussour (Algérie) : un avenir en construction

***2017 : le démarrage d'une nouvelle phase de 3 ans pour Joussour.***

## Les faits marquants de l'année

### Sélection de 40 projets

Au total, 4 appels à projets ont été lancés en direction des associations algériennes membres de Joussour. Elles ont soumis 70 propositions. Les membres des comités d'attribution en ont retenu 40. Ces projets visent à agir pour l'enfance et avec la jeunesse. Ils concernent différentes thématiques : droits de l'enfant, mobilisation citoyenne de la jeunesse, culture et patrimoine, protection de l'environnement, insertion socio-professionnelle, handicap et accès aux soins. Parmi ces projets, certains visent à promouvoir la paix à l'image du projet *« Niya – Pour une culture de la Paix »* porté par l'association oranaise Santé Sidi El Houari en partenariat avec l'association des centres d'animation des quartiers de Bordeaux, les villes d'Oran et Bordeaux et les Universités d'Oran Es-Senia et de Bordeaux Montaigne. Comme l'indique un chef de projet associatif français *« On parle souvent de l'impact sur la jeunesse algérienne mais il ne faut pas oublier ce que cela apporte à nos jeunes en France »* et un chef de projet algérien, qui confirme : *« Nos jeunes formés, même si on les perd, la société ne les perd pas. »*

### De l'identification d'enjeux communs à des enjeux concrètement partagés

Les 133 membres de Joussour sont réunis autour de valeurs et identifient des enjeux communs qu'ils partagent ensuite concrètement. En France, les différents acteurs sont mobilisés pour défendre le droit à l'initiative associative et l'importance de ces partenariats algéro-français. En décembre 2017, deux tables rondes sur les effets de Joussour sur le territoire bordelais ont été organisées. Les acteurs ont souligné que ces démarches de coopération ont facilité leur travail de terrain en France auprès de publics jeunes et donné naissance à un nouveau tissu associatif bordelais. Elles ont décloisonné les relations entre acteurs de solidarité nationale et acteurs de solidarité internationale. En parallèle, les membres algériens ont engagé une réflexion commune dédiée à la reconnaissance de l'utilité sociale de l'action associative en Algérie et des échanges de pratiques sur ce sujet ont été organisés en continu. Comme l'indiquait l'adhérent d'une association algérienne : *« Tout acte que nous menons et qui favorise le développement de la personne est un acte citoyen ».* Ainsi qu'un président d'association : *« Il ne faut pas oublier que nous sommes au service du développement de notre pays. »*

### La construction collective d'un futur commun

Les membres de Joussour se sont engagés dans la définition du futur objet social du programme. Une commission réunissant des membres algériens et français et deux chercheurs issus des deux rives de la Méditerranée a travaillé à son établissement. Il a été mis en débat avec les membres lors de deux séries de réunions en région tant en Algérie qu'en France. Cet objet social sera voté au printemps 2018. Il s'articule autour de valeurs de promotion de la paix, de partage des savoirs, de pratiques et apprentissages, d'égalité, et d'engagement. Comme en témoignaient des représentants associatifs algériens : *« Ici, j'ai le sentiment d'être écouté et Joussour évolue dans le sens qu'on défend »* mais aussi, *« Nous sommes dans une démarche d'apprentissage collectif ».*

*INITIATIVE PORTÉE PAR L'ASSOCIATION TUDERT DANS LE VILLAGE DE FETHOUNE DANS LA WILAYA DE BEJAIA*

Ce projet se déroule sur le territoire de la communauté villageoise et montagnarde de Fethoune et de sa région. Il mobilise plus particulièrement les femmes, les enfants et les jeunes qui conçoivent et mettent en œuvre une action de proximité dédiée à l'éducation à l'environnement.

| LE PCPA JOUSSOUR EN QUELQUES CHIFFRES | |
|---|---|
| Joussour rassemble 133 organisations algériennes et françaises engagées pour l'enfance et avec la jeunesse.<br>Son rôle est de renforcer les bases sociales, les capacités organisationnelles, l'assise financière, les gouvernances et les partenariats à l'échelle locale et internationale d'associations de jeunes et d'associations plus expérimentées. | De 2008 à 2017, Joussour c'est :<br>• 186 projets d'associations soutenus dont 40 mis en œuvre entre 2016 et 2019, au profit de 316 000 jeunes enfants et leurs familles ;<br>• entre 2016 et 2019 : 30 000 bénéficiaires directs et 60 000 bénéficiaires indirects - enfants, jeunes et porteurs de handicaps mentaux, physiques ou victimes d'exclusion sociale ;<br>• plus de 5 600 abonnés à la page Facebook : https://www.facebook.com/pcpalgerie/ |

# Programme Concerté Pluri Acteurs Congo : la réflexion sur la phase d'envol est lancée

***En 2017, 25 nouveaux projets ont été sélectionnés dans le cadre d'un appel à projets. Le PCPA Congo a renouvelé ses membres, portant les adhésions à 143, lors d'une Assemblée plénière qui a réuni 160 participants. Depuis le mois d'avril, l'Union européenne apporte son soutien financier au programme.***

## Les faits marquants de l'année

### Des projets qui renforcent les dynamiques collectives

Les projets sélectionnés favorisent la complémentarité du travail entre plusieurs associations, que ce soit pour contrôler la qualité des eaux de forage, accompagner des jeunes dans leurs parcours d'insertion ou encore structurer un réseau d'agriculteurs. Plusieurs d'entre eux cherchent à établir un dialogue avec les autorités compétentes afin de trouver ensemble des solutions. Enfin, par l'action concrète, c'est la crédibilité même des OSC qui se trouve renforcée.

> *ÉVALUATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI ET DES BESOINS EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE A NKAYI ET DOLISIE MENÉE PAR TROIS ASSOCIATIONS (AJID, GRAADJFM, GRADES)*
>
> « Je suis très impressionné par cette initiative, il manque des centres de formation dans le département, les jeunes sont au chômage faute de qualification professionnelle. Je serai toujours à votre disposition quand vous aurez besoin de mes services », le directeur départemental de la surveillance du territoire.
>
> *ORGANISATION ET STRUCTURATION DES PRODUCTEURS DE CACAO DANS LA SANGHA MENEES PAR 4 ASSOCIATIONS (UDEMKA, FAHCO, APVPS, DSEP) EN PARTENARIAT AVEC LE DEPARTEMENT ET LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE*
>
> « Maintenant que nous sommes unis, nous pouvons facilement trouver des solutions à nos multiples problèmes. Car l'Union fait la force. », M. Rusthy Mindokosse, président de l'association des producteurs de cacao de Pikounda.

### « Agir ensemble pour la défense des droits des minorités et groupes vulnérables », un nouveau focus du PCPA centré sur l'approche par les droits

Depuis avril 2017, l'Union européenne apporte son appui au programme. Il cible 60 OSC congolaises qui travaillent avec cinq groupes vulnérables : femmes victimes de violence, enfants et jeunes marginalisés, personnes vivant avec handicap, peuples autochtones, personnes vivant avec le VIH. Une session de bilan collectif des actions passées et en cours a permis de disposer d'une base de travail commune. Les actions concrètes et de plaidoyer seront définies suite à des diagnostics locaux. À chaque étape, les groupes vulnérables eux-mêmes seront parties prenantes.

### Imaginer le PCPA de demain

L'Assemblé plénière tenue en novembre a confirmé l'engouement créé par le PCPA pour le travail collectif. Afin d'imaginer la suite du projet, un groupe de travail composé d'une dizaine de responsables associatifs congolais s'est réuni à plusieurs reprises pour dégager les grandes lignes de la phase d'envol du PCPA : une société civile forte, capable de dialoguer avec les pouvoirs publics, sur des sujets d'intérêts locaux, et nationaux, tout en renforçant les capacités des OSC. Cinq membres de ce groupe de travail ont intégré le comité de pilotage pour la phase 2018-2021.

| LE PCPA CONGO EN QUELQUES CHIFFRES | |
|---|---|
| Suite à l'Assemblée plénière tenue en novembre 2017, le PCPA compte 143 membres : organisations de la société civile congolaise et française, actives dans la lutte contre la pauvreté et le respect des droits au Congo.<br>Le programme renforce la société civile congolaise, en dialogue avec ses homologues français et les pouvoirs publics, par une culture du faire ensemble, d'accompagnement au renforcement interne, de reconnaissance par les populations comme par les autorités. | De 2008 à fin 2017, le PCPA Congo c'est :<br>• 89 projets portés par des associations dont 42 sont toujours en cours ;<br>• 248 240 personnes qui ont participé aux projets ou vu leur situation s'améliorer ;<br>• 170 pouvoirs publics mobilisés dans les projets sur leurs territoires : départements, communes, quartiers ;<br>• Une page Facebook : https://www.facebook.com/pcpacongo.brazzaville/ |

Photo de quelques membres du « Copil » élus le jour de l'Assemblée plénière, de l'équipe du PCPA et du président du CFSI © *Yidika Village international*

# RAPPORT FINANCIER

## Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation[8]. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence française de développement (AFD). Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (ex agriculture et alimentation), des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionne les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 4 personnes élues, en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Elle anime le réseau ALIMEN**TERRE** pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires et mène un plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.

## Les emplois et les ressources de l'exercice 2017

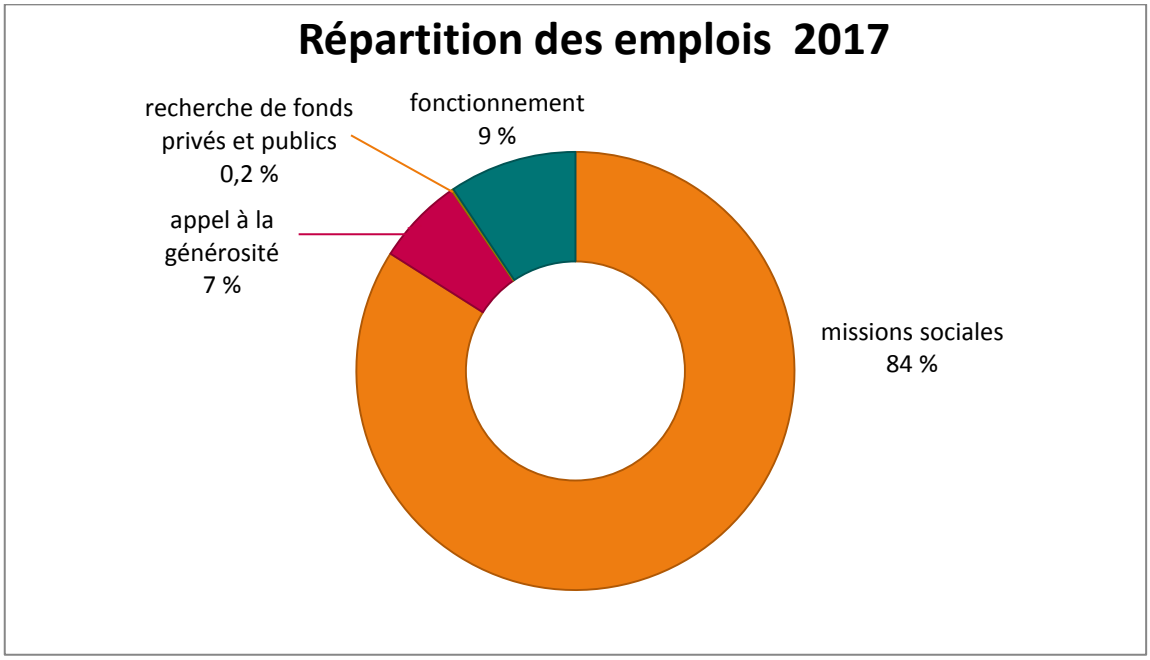
| EMPLOIS EN EUROS | Emplois 2017 | en % | Affectation générosité 2017 | en % |
|---|---|---|---|---|
| Agriculture et alimentation | 902 926 | | 142 663 | |
| Société civile et participation | 1 655 751 | | 106 478 | |
| **Total des missions sociales** | **2 558 677** | **84%** | **249 141** | **50%** |
| Appel à la générosité | 196 352 | 6% | 196 352 | 39% |
| Recherche de fonds privés et publics | 4 671 | 0% | | |
| Fonctionnement | 286 966 | 9% | 55 798 | 11% |
| **Total emplois exercice** | **3 046 666** | **100%** | **501 291** | |
| Engagement à réaliser sur ressources affectées | 992 798 | | | |
| Excédent des ressources de l'exercice | 3 941 | | | |
| **TOTAL GENERAL DES EMPLOIS** | **4 043 405** | | **501 291** | 100% |

Les emplois de l'exercice concernent :

- les missions sociales définies par le conseil de direction en 2010 : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles incluent les frais de mise en œuvre et de suivi des différentes actions menées et représentent 84 % des emplois ;
- les frais d'appel à la générosité du public (6 %), c'est-à-dire les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;
- le temps de travail dédié à la recherche de fonds privés et publics (0.15 %) pour établir des dossiers de demandes de financement ;
- le fonctionnement (9 %) qui inclut la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;

[8] La mission sociale « Agriculture et alimentation » correspond aux activités en faveur du droit à l'alimentation – la mission sociale « Société civile et participation » aux activités qui visent à « Coopérer autrement ».

- les engagements à réaliser sur les ressources affectées reflètent les engagements du CFSI sur la durée. En fin d'année, les fonds affectés à des actions pluriannuelles mais non encore utilisés sont comptabilisés en engagements. Ils seront utilisés l'année suivante pour poursuivre les projets.




| Ressources en euros | Ressources 2017 | en % | Suivi des fonds issus de la générosité du public |
|---|---|---|---|
| **Report des ressources collectées auprès du public non utilisées en 2016** | | | 116 664 |
| Dons | 559 505 | 16% | 559 505 |
| Assurances vie | 1 684 | 0% | 1 684 |
| **Sous total générosité** | **561 189** | **16%** | |
| Subventions privées | 442 050 | 13% | |
| Autres produits | 292 689 | 9% | |
| **Sous total fonds privés** | **734 739** | **24%** | |
| Subventions publiques | 2 123 519 | 62% | |
| **Sous total fonds publics** | **2 123 519** | **62%** | |
| **Total ressources exercice** | **3 419 447** | **100%** | |
| Report des ressources non utilisées | 623 958 | | |
| Variation des fonds dédiés collectés auprès du public | | | - 57 000 |
| **TOTAL GENERAL DES RESSOURCES** | **4 043 405** | | **504 189** |
| Total des emplois financés par la générosité | | | 501 291 |
| **Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice** | | | 102 562 |

Les ressources de l'exercice proviennent des fonds privés (38 % des ressources) et des fonds publics (62 %).

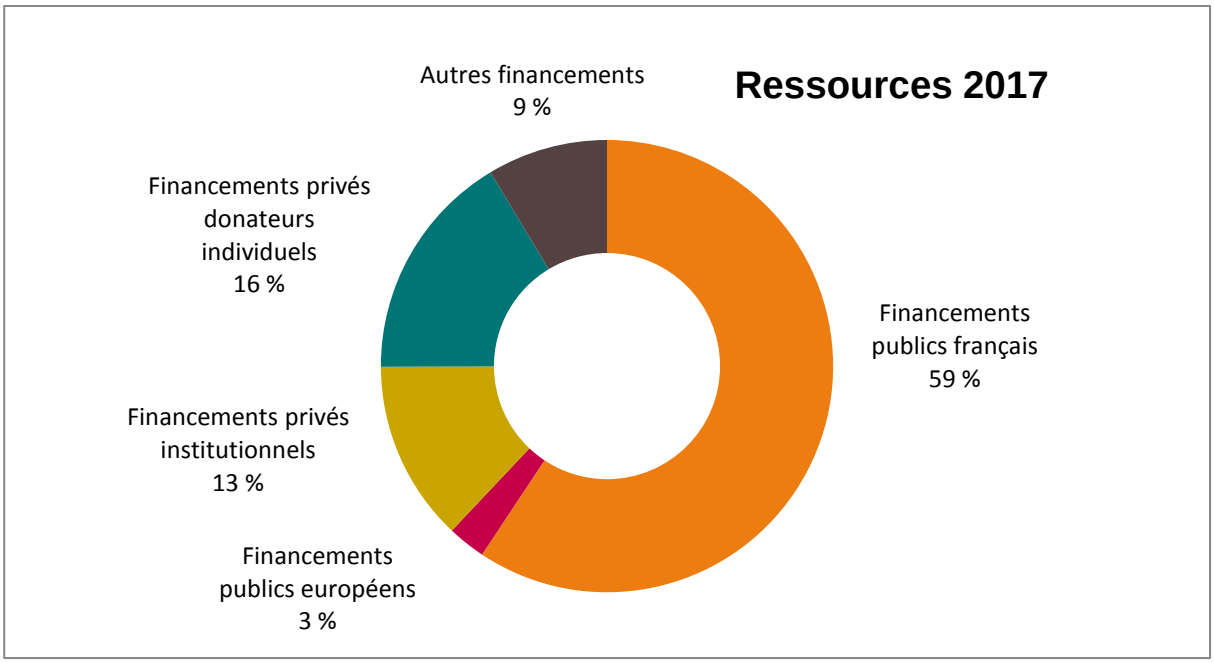
Les fonds privés comprennent :

- des dons et des assurances vie dont 45 % proviennent des dons réguliers par prélèvement ;
- des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France et de fondations sous égide ;
- les autres produits qui incluent les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes et les produits financiers.

Les fonds publics proviennent de l'Agence française de développement et de l'Union européenne. Ils financent les activités menées dans le cadre des missions sociales. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement (pourcentage fixé par les bailleurs).

## L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

En 2017, le CFSI a utilisé 501 291 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant est légèrement inférieur au montant collecté durant l'année (561 189 €). Une partie des fonds collectés cette année a été mise en réserve afin de garantir le financement des projets pluriannuels sélectionnés en 2017 et ainsi respecter l'engagement pris par le CFSI envers les porteurs de projet. Le CFSI a affecté 249 141 € aux missions sociales, par ordre d'importance aux actions de soutien à l'agriculture familiale puis aux actions liées au programme société civile et participation. 196 352 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs. Le solde, soit 55 798 €, est imputé aux dépenses de fonctionnement.



## Le bilan du CFSI

| ACTIF EN EUROS | 31/12/2017 | 31/12/2016 | PASSIF EN EUROS | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---|---|---|---|---|---|
| Actif immobilisé | 25 823 | 28 551 | Réserves | 418 706 | 414 764 |
| Créances (dont produits à recevoir) | 3 641 159 | 5 354 553 | Prov. pour risques | 5 000 | 2 645 |
| | | | Fonds dédiés | 2 840 837 | 2 471 997 |
| Trésorerie | 2 274 457 | 1 610 020 | Dettes | 2 319 668 | 2 454 030 |
| Charges constatées avance | 1 442 267 | 1 852 299 | Produits constatés avance | 1 799 495 | 3 501 987 |
| **TOTAL ACTIF** | **7 383 706** | **8 845 423** | **TOTAL PASSIF** | **7 383 706** | **8 845 423** |

Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. La diminution du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit dans la durée ses missions avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotations aux engagements) correspondent à 1,6 mois d'activités. Ce ratio est équivalent à celui de 2016 et reste toujours insuffisant pour assurer la pérennité des actions du CFSI.

**Certification des comptes** : les comptes de l'exercice 2017 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par M. Christophe Beth, commissaire aux comptes du CFSI.

**Publication des comptes** : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.

**Agrément :** le 11 février 2016, le Don en Confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Don en Confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis plus de 25 ans, il a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte. Le Don en Confiance en contrôle l'application. Pour en savoir plus : www.donenconfiance.org.

# ANNEXES

# Liste des projets sélectionnés en 2017

## Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

| PAYS ACTION | Porteur | Partenaire | Titre de l'action | Montant attribué | Durée en mois |
|---|---|---|---|---|---|
| **Financement Fondation de France** | | | | | |
| **Bénin** | ACED | - | Grandissement de la vente de produits maraichers issus du compost de jacinthes | 19 550 € | 12 |
| **Burkina Faso** | AT | BAOBAB | Etude et table de concertation pour le renforcement de la filière et de la consommation des produits locaux au Burkina Faso | 18 683 € | 18 |
| **Burkina Faso** | Gret | - | Construction d'un modèle d'entrepreneuriat social de vente d'aliments fortifiés locaux en milieu urbain | 19 945 € | 18 |
| **Burkina Faso** | RONGEAD | CNABIO | Consolidation de la filière maraîchage certifiée Bio SPG de la région d'Ouagadougou | 48 920 € | 36 |
| **Guinée Conakry** | ANG | FMBB | Construction d'une stratégie de changement d'échelle pour la FMBB | 19 960 € | 18 |
| **Mali** | Grdr | RHK | Promotion des filières porteuses pour nourrir les villes | 50 000 € | 36 |
| **Sénégal** | CEEDD | - | Végétaliser les quartiers urbains pour élargir l'accès à une alimentation saine | 18 906 € | 7 |
| **Sénégal** | Fapal | - | Pour la reconquête de la consommation familiale en produits locaux au Sénégal | 19 200 € | 24 |
| **Sénégal** | FONGS | Gret | Accès des femmes à la terre et au marché pour une alimentation saine et durable (Aftema) | 50 000 € | 36 |
| **Sénégal** | Grdr | CRCR | Promotion des produits locaux dans la restauration scolaire dans la région de Dakar | 30 000 € | 24 |
| **Sénégal** | Gret | APESS | Diversification des revenus et développement des filières locales à Dagana | 50 000 € | 36 |
| **Togo** | ESF | ESFT | Valorisation d'un produit fermier, la pintade commercialisée sous la marque « l'Or gris des Savanes ». | 50 000 € | 36 |
| **TOTAL** | | | | **395 164 €** | |
| **Financement CFSI et Agence Française de Développement** | | | | | |
| **Bénin** | ASAP | APPA | Production en zone rurale et promotion du sumbala comme substitut au cube maggi en zone citadine | 14 772 € | 15 |
| **Bénin** | ALEIMAR | CARITAS NATITINGOU | On sème l'avenir | 15 000 € | 16 |
| **Bénin** | GERME | - | Promotion des plateformes agricoles pour la conquête durable des marchés | 19 904 € | 12 |
| **Bénin** | Hortitechs | - | Labellisation du jus de mangue, la tomate purée et le riz du Bénin pour mieux vendre | 20 000 € | 15 |
| **Burkina Faso** | Upromabio | - | Stratégie pour une consommation biologique à grande échelle au Burkina Faso | 19 838 € | 19 |
| **Burkina Faso** | Solidagro | APEDR | Mettre sur le marché local des légumes de qualité aux périodes de vente rentable | 29 170 € | 24 |
| **Burkina Faso** | AT | ATAD | Création d'une filière de production et de commercialisation de produits bios | 36 472 € | 26,5 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Burkina Faso** | ADESAF | CBS | Transition agroécologique et consommation locale à Kokologho | 25 000 € | 20,5 |
| **Burkina Faso** | UNMFR/BF | UNMFREO | Appui à la production et à la commercialisation des produits issus de l'agriculture familiale | 29 999 € | 25 |
| **Burkina Faso** | AFL | CPF | Commande institutionnelle de produits alimentaires locaux au Burkina | 20 000 € | 12 |
| **Sénégal** | SOL | ADAK | Film projet souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales | 15 000 € | 23 |
| **Togo** | ESF | OADEL | Mise en place d'une stratégie de changement d'échelle pour le « consommer local » au Togo | 19 971 € | 15 |
| **TOTAL** | | | | **245 288 €** | |
| **Financement CFSI - Agence Française de Développement et Fondation de France** | | | | | |
| **Bénin** | URP-AL | ICRA | Réduction du déficit en protéine des populations des villes et campagnes du sud-Bénin | 49 996 € | 39 |
| **Côte d'Ivoire** | RONGEAD | CHIGATA | L'agriculture familiale présente dans les rayons des supermarchés en Côte d'Ivoire | 29 144 € | 24 |
| **Guinée** | MGE | Gret | Promotion de l'huile de palme «rouge» artisanale durable et de qualité en Guinée | 50 000 € | 34 |
| **Mali** | SOS FAIM BELGIQUE | USCPCD | Diversifications agroécologiques et consommation des productions maliennes | 49 394 € | 34 |
| **Sénégal** | ENDA PRONAT | ENDA EUROPE | Diversification de l'offre et démultiplication des points de vente des produits sains à Dakar | 49 958 € | 36 |
| **Sénégal** | AVSF | - | Face à la demande de produits laitiers locaux en Casamance, comment produire plus ? | 20 000 € | 6 |
| **TOTAL** | | | | **248 492 €** | |

## ALIMENTERRE

| ORGANISATION | Territoire | Montant attribué |
|---|---|---|
| **Financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation Daniel et Nina Carasso** | | |
| Anis Etoilé | Auvergne | 5 300 € |
| Artisans du Monde Bourg en Bresse | Rhône-Alpes | 2 500 € |
| Association Champenoise de Coopération Inter Régionale | Champagne-Ardenne | 3 200 € |
| Cap Solidarités | Hauts de France | 4 800 € |
| Centraider | Centre Val de Loire | 5 300 € |
| Centre de Réflexion, d'Information et de Solidarité avec Les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine | Morbihan | 1 000 € |
| Collectif Régional des Organisations de Solidarité Internationale de Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées | Midi-Pyrénées | 5 500 € |
| Coopération Atlantique Guinée 44 | Pays de la Loire | 4 300 € |
| E'changeons le Monde | Hautes-Alpes | 2 000 € |
| Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Fontaines | Bénin | 4 000 € |
| Grand Est Solidarités & Coopérations pour le développement | Lorraine | 5 800 € |
| Horizons solidaires | Basse-Normandie | 4 800 € |
| KuriOz | Poitou-Charentes | 3 800 € |
| Lafi Bala | Languedoc-Roussillon | 5 300 € |

| ORGANISATION | Territoire | Montant attribué |
|---|---|---|
| Maison des Droits de l'Homme | Limousin | 4 200 € |
| Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale | Aquitaine | 5 500 € |
| Réseau Citoyenneté Développement | Bourgogne–Franche-Comté | 5 300 € |
| Réseau Citoyenneté Développement | Togo | 4 300 € |
| Starting-Block | Ile de France | 1 700 € |
| **TOTAL** ALIMEN**TERRE** | | **78 600 €** |

## CONGO

| Intitulé du projet | porteur | Montant attribué | Durée en mois |
|---|---|---|---|
| **Financement CFSI et Agence Française de Développement** | | | |
| Appui à la progression associative du CJID | CJID | 6 494 € | 5 |
| Etude de la qualité de l'eau produite par les Forages privés du quartier Loussala Km8 de Pointe Noire | ADDCC | 6 477 € | 6 |
| Renforcement des capacités des membres de l'AFCEC | AFCEC | 2 972 € | 5 |
| Implication des organisations de la société civile congolaise dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universel (epu) 2013. | ADHUC | 3 759 € | 5 |
| Mise en place d'une dynamique collective fonctionnelle pour le renforcement de la structuration et l'expertise des ONG de défense des droits de l'homme. | OCDH | 6 291 € | 6 |
| Renforcement des capacités des membres de l'ADUR | ADUR | 6 302 € | 5 |
| Formation des prestataires sur la prise en charge psychologique des enfants en difficultés d'apprentissage en milieu scolaire | CABS | 2 807 € | 6 |
| Renforcement de capacité de l'Association des Scouts et Guides du Congo, à travers la valorisation des membres adultes formés dans la mise en place d'un système efficace de gestion des ressources adultes. | ASGC | 6 094 € | 6 |
| Renforcement des Capacités Organisationnelles et Techniques de l'Association Professionnelle pour la Valorisation des Produits forestiers et Subsidiaires (RCOTA) | APVPS | 6 422 € | 5 |
| Etude d'évaluation du marché de l'emploi et des besoins et exigences en matière de formation professionnelle dans les départements de la Bouenza et du Niari | AJID | 6 790 € | 5 |
| Renforcer les capacités en matière de mobilisation des ressources et élaborer et mettre en œuvre un plan de mobilisation des ressources de l'association. | AZUR DEV | 6 301 € | 5 |
| Étude d'évaluation de l'impact du FAP 2011 sur les jeunes formés et les dispositifs de formations mises en place par les OSC de la plateforme EFI de Brazzaville | FECAPAM | 4 867 € | 4 |
| Renforcement des capacités des membres de Niosi en animation de la concertation pour le développement local | NIOSI | 6 669 € | 5 |
| Appui au renforcement des capacités des membres de la CTHA et responsables communautaires dans la maîtrise des outils allant du diagnostic, de l'étude jusqu'au montage d'un projet ou programme communautaire. | CTHA | 6 474 € | 4 |
| Appui à la structuration d'un réseau d'associations, producteurs et acteurs liés aux questions de l'agriculture, la forêt et l'environnement ; Initier une dynamique collective au sein du public cible prioritaire, Créer un réseau thématique local sur l'agriculture, la forêt et l'environnement. | ALPN | 3 217 € | 5 |
| Appui au renforcement des capacités techniques d'ACEEM | ACEEM | 6 312 € | 5 |

| Intitulé du projet | porteur | Montant attribué | Durée en mois |
|---|---|---|---|
| Appuis aux renforcements des capacités institutionnels des membres de l'OSC | SIMCS | 5 069 € | 4 |
| Impulser une dynamique associative par la création d'un réseau des organisations qui œuvrent dans le secteur agricole à Djambala. Contribuer au renforcement de la structuration collective et l'expertise de la société civile congolaise. | ABDATEK | 6 617 € | 5 |
| Réaliser des enquêtes de contrôle de la qualité de l'eau dans 50 ouvrages ; Partager les résultats et sensibiliser les responsables de ces ouvrages. | CIAD | 5 884 € | 5 |
| Assurer la formation théorique au diagnostic participatif à 20 membres des OSC ; Consolider la formation théorique reçue par la réalisation du diagnostic participatif sur le terrain. | UERPOD | 6 469 € | 4 |
| Réaliser les diagnostics des COSA des aires de santé de Ngoyo, Tié-Tié et Mvoumvou. Mettre en place un plan de formation et d'accompagnement des 15 COSA. | ANEP-CONGO | 6 218 € | 5 |
| Organiser une session de formation en animation socioculturelle et en rédaction des projets. | ENCRED | 6 232 € | 5 |
| Susciter le sentiment d'appartenance des membres à leur association ; Améliorer le fonctionnement organisationnel de l'OSC. | AIDD | 2 911 € | 5 |
| Susciter le sentiment d'appartenance des membres à leur association ; Améliorer le fonctionnement organisationnel de l'OSC. | JCD | 2 826 € | 5 |
| Etude sociologique sur les facteurs de dysfonctionnements familiaux à l'origine du phénomène des enfants de la rue | AJETS | 2 973 € | 4 |
| **TOTAL** | | **133 447 €** | |

## ALGERIE

| Intitulé du projet | porteur nom complet | Subv euros | Durée |
|---|---|---|---|
| **Financement CFSI et Agence française de développement** | | | |
| Vivre ensemble : les médiathèques actrices du dialogue interculturel. | Petit lecteur | 17 414 € | 16 |
| Voix des jeunes - la participation des jeunes à la vie démocratique | Graine de Paix | 17 447 € | 15 |
| J'écris mes droits | La voix de l'enfant | 17 813 € | 16 |
| Vers un autre regard | Bel Horizon | 17 493 € | 16 |
| L'action locale, concertation et démocratie participative au service de la jeunesse | Etoile Culturelle Akbou | 17 480 € | 18 |
| Houmti | SDH | 17 496 € | 17 |
| Etre piéton ça s'apprend | Association Futur pour le développement | 13 650 € | 19 |
| Mon patrimoine, mon identité | El Bahdja | 17 491 € | 19 |
| Ensemble pour une meilleure prise en charge de l'enfant assisté | INSAF | 17 495 € | 16 |
| Promotion et développement de la femme rurale | Kenza | 16 326 € | 16 |
| **TOTAL** | | **170 105 €** | |

# Instances associatives

## Organisations membres (décembre 2017)

Association pour le développement économique et social en Afrique (Adesaf), Association Générale des Intervenants Retraités (Agir abcd), Agrisud International, BATIK International, Cap Solidarités, Coopération Atlantique Guinée 44, Confédération Générale du Travail (CGT), Cités Unies France, Eau Vive, Echoppe, Electriciens sans frontières, Elevages sans frontières (ESF), Essentiel, ESSOR - Essor, Soutien, Formation Réalisation, Fédération Artisans du Monde, Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES), Grdr migration, citoyenneté, développement, Gret, Ingénieurs Sans Frontières (ISF), Secours populaire français (SPF), SOL, Syndicat National de l'Enseignement Technique et Agricole Public - Fédération syndicale Unitaire (SNETAP-FSU) UNIVERS-SEL, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO).

## Conseil de direction renouvelé par moitié le 27 juin 2017

| ORGANISATION | TITULAIRE | |
|---|---|---|
| | Yves | Le Bars |
| | Christophe | Alliot |
| **BATIK International** | Pauline | De la Cruz |
| **Cap Solidarités** | El Hassan | Aït Essaghir |
| **Cap Solidarités – suppléante** | Faustine | Wawak |
| **CGT** | Marie-Christine | Naillod |
| **CGT – suppléante** | Renata | Tretiakova |
| **Coopération Atlantique** | Pierre | Demerle |
| **Coopération Atlantique – suppléant** | Elsa | Cardinal |
| **Cités Unies France** | Rose-Marie | Saint Germès Akar |
| **Cités Unies France – suppléant** | Nicolas | Wit |
| **Elevages sans frontières** | Bruno | Guermonprez |
| **Elevages sans frontières - suppléante** | Pauline | Casalegno |
| **Fédération Artisans du Monde** | Gérald | Godreuil |
| **Fédération Artisans du Monde – suppléante** | Agnès | Renauldon |
| **Grdr** | Olivier | Le Masson |
| **Grdr - suppléante** | Emilie | Blondy |
| **Gret** | Damien | Thibault |
| **Gret – suppléant** | Rodolphe | Carlier |
| **Ingénieurs sans Frontières** | Nicolas | Laurent |
| **Secours populaire français** | Lysia | Beysselsance |
| **SOL** | Clotilde | Bato |
| **UNMFREO** | Valérie | K. Plougastel |

## Président élu par l'Assemblée générale du 27 juin 2017

Yves Le Bars

## Bureau élu par le conseil de direction du 22 septembre 2017

| | |
|---|---|
| Vice-présidente | Rose-Marie Saint Germès Akar |
| Trésorier | Christophe Alliot |
| Secrétaire | Marie-Christine Naillod |

### Comité d'orientation stratégique du programme « coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction 2014 et 2017)

- 1 représentant du conseil de direction : Sarahi Guttierez (départ en septembre 2017 – non remplacée) ;
- 3 personnes issues d'organisations membres : Lucile Guilbert (Essor), Olivier Le Masson (Grdr), Marc Levy, (Gret) ;
- 2 personnes ressources Sud : Ada Bazan, Haingo Randriananyvony ;
- 2 personnes ressources Nord : Lucien Cousin, Ghislain Bregeot.

### Comités consultatifs en 2017

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

| NOM | Représentant d'une organisation membre du CFSI | Nommé en | Thématique |
|---|---|---|---|
| **Clotilde Bato** | Oui (SOL) | 2017 | Agriculture et alimentation |
| **Cécile Broutin** | Oui (Gret) | 2015 (2e mandat) | Agriculture et alimentation |
| **Quentin Coquillaud** | Oui (ADESAF) | 2017 | Agriculture et alimentation |
| **Didier Kauffmann** | Non | 2015 | Agriculture et alimentation |
| **Vital Pelon** | Non | 2015 | Agriculture et alimentation |
| **Jean Marc Delaunay** | Non | 2016 | ALIMEN**TERRE** |
| **Ghislain Bregeot** | Non | 2014 | Coopérer autrement |
| **Lucien Cousin** | Non | 2014 | Coopérer autrement |
| **Dominique Cécile Varnat** | Non | 2014 | Coopérer autrement |
| **Didier Kauffmann** | Non (membre observateur) | 2014 | Coopérer autrement |

## L'équipe salariée au 1er juin 2018

| | | |
|---|---|---|
| **Comptable** | David Baidal Léon (CDD)<br>Cdi en cours de recrutement | Comptabilité |
| **Chargée d'information agriculture et alimentation** | Hélène Basquin Fané | Gestion et animation du centre de ressources ALIMEN**TERRE,** appui capitalisation |
| **Responsable programme jeunesse et société civile** | Agnès Belaïd | PCPA Algérie<br>Coopérer autrement en acteurs de changement |
| **Responsable administrative et financière** | Fabienne Clochette | Gestion administrative et financière |
| **Responsable publics et réseaux** | Fanny Darbois | Animation du réseau ALIMEN**TERRE** et festival de films |
| **Responsable programme agriculture et alimentation** | Isabelle Duquesne | Gestion et animation Fonds Agriculture & Alimentation |
| **Responsable plaidoyer institutionnel** | Pascal Erard | Plaidoyer vis-à-vis des décideurs européens |
| **Responsable programme société civile et participation** | Astrid Frey | PCPA Congo<br>Coopérer autrement en acteurs de changement |
| **Assistante administrative** | Margaux Geoffray | Relation donateurs, appui administratif |
| **Chargée de communication** | Minh Maudoux | Site Internet - Réseaux sociaux, création et diffusion des supports de communication |
| **Assistante gestion (CP[9])** | Suzanna Moreira | Appui au conventionnement |
| **Déléguée générale** | Anne-Françoise Taisne | |

[9] Contrat de professionnalisation

# Glossaire

| | |
|---|---|
| AFD | Agence française de développement |
| APESS | Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane |
| APD | Aide publique au développement |
| ALLISS | Alliance Sciences Société |
| ANSA | Agence nouvelle des solidarités actives |
| APE | Accord de partenariat économique |
| CAAC | Coopérer autrement en acteurs de changement |
| EDUCASOL | Plateforme d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale |
| F3E | Evaluer, échanger, éclairer |
| IDDRI | Institut du Développement Durable et des Relations Internationales |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations unies |
| OSC | Organisation de la société civile |
| PAC | Politique agricole commune |
| Pafao | Programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest |
| PCPA | Programme concerté pluri acteurs |
| RBM | Réseau Billital Maroobé |
| ROPPA | Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest |
| UE | Union européenne |

COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr